Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 1888.

Modifications à la loi du 17 août 1873 sur l'emploi des langues
en matière répressive (1).

AMENDEMENTS DU GOUVERNEMENT.

ART. 5. — Dans le cas où l'inculpé ne comprendrait pas la langue française, le fait serait constaté au procès-verbal du magistrat instructeur ou au plunitif de l'audience et la procédure n'aurait lieu en langue française que si le conseil de l'inculpé déclarait n'être pas à même de comprendre une procédure en langue flamande.

ART. 10. — Maintenir le § 4 et ajouter : Dans le cas, cependant, où l'inculpé ne comprendrait pas la langue française, les débats n'auraient lieu en français que si son conseil déclarait n'être pas à même de comprendre un réquisitoire prononcé en flamand.

ART. 12. — Inutile.

JULES LE JEUNE.

(1) Proposition de loi de M. De Vigne, n° 108 (session de 1883-1884).
Rapport, n° 82, (session de 1885-1886).
Proposition de loi de M. Coremans, n° 176 (session de 1883-1884).
Rapport, n° 38 (session de 1885-1886).
Propositions de loi et amendements, n° 11.
Amendements, n° 15, 17, 22, 23, 25, 51 et 53.
Projet de loi adopté par la Chambre au premier vote, n° 29.
Texte de la loi du 17 août 1873, modifié d'après les amendements, n° 54.